

A Pôle emploi, on n'a pas d'argent ?

A Pôle emploi, on n'a pas d'argent... à tel point que les agent.e.s d'Issy-les-Moulineaux qui ont pris part à la journée de convivialité dans leur agence se sont vu.e.s ponctionner un ticket-restaurant pour financer le repas du midi ! Iels étaient aussi invité.e.s à amener leurs boissons et de quoi partager le petit déjeuner avec les collègues !

A Pôle emploi, on n'a pas d'argent... sauf pour payer rubis sur l'ongle les 300 000 euros de location du Stade-de-France, où se déroulait fin juin le séminaire de la Direction Régionale Ile-de-France ! Il paraît qu'un astronaute faisait aussi partie des invité.e.s d'honneur de cette journée, certainement pour conduire nos ELD dans les stratosphères de la stratégie d'entreprise. On attend leur retour sur Terre car pour l'instant, en agence, rien n'a encore filtré sur les décisions novatrices qui devaient certainement justifier une telle dépense.

A Pôle emploi, on n'a pas d'argent... par contre l'Unedic, qui finance l'établissement avec l'Etat dans le cadre de la convention tripartite, a annoncé fin juin un excédent de 10 milliards d'euros sur trois ans, entre 2022 et 2024 ! Une information qu'apprécieront aussi les privé.e.s d'emploi, victimes depuis l'année dernière de la réforme de l'assurance chômage que finance aussi l'Unedic.

A Pôle emploi, on n'a pas d'argent... sauf que, finalement, on a terminé l'exercice 2021 avec un excédent de 217 millions d'euros ! Un record qui succède à celui de l'année précédente, avec 143 millions tout de même ! Après la pathétique négociation du début d'année, une NAO (Négociation Annuelle Obligatoire) exceptionnelle doit avoir lieu à la rentrée, pour « compenser » l'inflation galopante et rattraper les misérables 1,25% d'augmentation consentis au printemps.

Et puisqu'on sait qu'il y a de l'argent dans les caisses, **le 11 octobre, mettons-nous en grève** pour exiger de réelles augmentations de salaire, des embauches massives, l'abandon du CRI et du pack de remobilisation, le maintien de toutes nos activités spécifiques... et un service public digne de nos usager.e.s !

Dès à présent, mettons la pression ! Inscrivez-vous aux initiatives proposées par la CGT, FO, le SNU et SUD. Appelons les autres syndicats à nous rejoindre ! Organisons-nous avec nos collègues syndiqué.e.s et non syndiqué.e.s dans les agences !



Ils, elles luttent et gagnent !

En mai dernier, après 3 jours de grève, les maroquinières d'Arco (sous-traitant Louis Vuitton) ont gagné + de 100€ net de salaire et d'autres avantages. 100€ net aussi pour les éboueurs de l'agglomération Grand Lac en Savoie après leur grève début juillet.

Ce ne sont que les dernières luttes victorieuses parmi les innombrables mobilisations qui secouent le pays.

Depuis, les grands secteurs (chimie, aéronautique, énergie) ont suivi l'exemple. Les piquets et appels à la grève reconductible se multiplient pour exiger 200 à 300 euros d'augmentation. Les transports aériens ont été particulièrement touchés. Comme une tâche d'huile, les luttes pour des augmentations des rémunérations se répandent dans tout le pays.

Quand les plus grandes fortunes ont en valeurs cumulées plus de 1000 milliards d'euros ; réclamer le partage des richesses que nous produisons n'est que justice. D'autant que 7% d'inflation sont attendus en fin d'année.

Nous mobiliser par la grève est le seul moyen, puisque jusque-là, aucune autre méthode n'a marché.

Victoire marquante récente : Tessi ! Après 4 jours de grève en avril, les salarié.e.s de Tessi, bien connu.e.s de nos collègues de l'indemnisation, gagnent 6,5% d'augmentation.

Alors, pourquoi pas nous ? Montrons notre détermination.

Grève jusqu'à la victoire !

Absentéisme : déclaration de la CGT

Le document présenté par la direction aux élu.e.s CSE met en évidence qu'un cumul de conditions discriminantes influent fortement sur les conditions de travail et les conditions de vie des agent.e.s et donc sur leur nombre d'arrêts pour maladie ou accident. On voit qu'il y a un rapport de catégories, de genres, de statuts et d'âge.

La variable qui saute directement aux yeux, c'est celle liée à la catégorie : **il y a moitié moins d'absentéisme chez les cadres que chez les employé.e.s.** Evidemment les conditions de travail sont différentes mais la différence principale réside dans les niveaux de salaire et on constate que plus le salaire est bas, plus l'absentéisme est élevé. A noter ici que le niveau de salaire est également corrélé au genre puisque les femmes sont sur-représentées dans le niveau employé.e.s et s'effacent au fur et à mesure que l'on monte dans la hiérarchie.

Alors posons-nous la question : pourquoi un faible niveau de salaire est corrélé à un niveau d'absence plus élevé ? D'abord avec un faible salaire en IdF, impossible de se loger près de son lieu de travail ce qui génère plus de temps de trajet, plus de stress lié aux conditions de ces trajets et risques d'accidents, moins de temps de repos et de récupération. Cela pèse également sur le budget alimentation, soins, congés. Un faible niveau de salaire génère des conditions de vie dégradées, conditions de vie dégradées qui se cumulent à des conditions de vie au travail dégradées.

Au lieu de dépenser 300 000 euros pour un séminaire manager au Stade-de-France, augmentons de façon conséquente les agent.e.s et arrêtons de leur donner des miettes. Que la direction soit cohérente avec ses propres études, qu'elle accorde aux employé.e.s les mêmes niveaux de salaires que ceux des cadres et les risques d'absences seront divisés par deux.

CSP : la direction consulte et passe outre le vote des syndicats

Comme à son habitude, la direction respecte son obligation légale de consulter les élu.e.s mais s'assoit complètement sur l'avis des syndicats.

Plus de la moitié de nos collègues CSP vont subir une mobilité forcée et le service rendu s'en trouvera réduit. On comprend bien l'objectif. Déjà, 50% de l'activité CSP est assurée par des Opérateurs Privés de Placement. En détruisant les cadres collectifs de travail, la direction régionale prépare la privatisation totale de la mission.

Mais c'est sans compter la détermination des collègues et de leur soutien ! **L'assemblée générale du personnel du 28 juin a voté le maintien et le renforcement des équipes spécialisées. Le 11 octobre, on se fait entendre, par la grève !**

Résultat du vote entérinant la restructuration :

Pour : 0

Contre : CGT, FO, SNU, SNAP

Abstention : CFTC, CFDT, ex-CFDT, CGC

IAE Paris

La motion écrite par nos collègues de l'IAE Paris et soutenue par la CGT et le SNU a été lue en CSE. Nos collègues s'inquiètent, à juste titre. L'annonce de la suppression de leur équipe leur a été faite en réunion d'équipe. Pas de raison, pas de date. C'est la surprise. L'expérience GLO Paris et CSP laisse penser que ce n'est pas une rumeur. La DR semble déterminée à détruire les activités spécifiques. La lecture de la motion n'a pas suscité de réaction. Espérons que notre mobilisation fera sortir la DR de son mutisme.

Saint-Denis : France Travail en préparation ?

Au détour d'un point divers de réunion de service, les collègues de St Denis interpro et d'AVS techniciens apprennent qu'ils et elles vont déménager dans des locaux communs hébergeant d'autres acteurs du « service public de l'emploi » comme la mission locale et Plaine commune. Il serait même envisagé un accueil multi-pôle. Sans que les dossiers ne soient présentés en CSE, les visites officielles se multiplient et le chantier avance. Aux interrogations des élu.e.s, la direction ne répond pas. A s'y méprendre, ce projet ressemble fortement à France travail, projet nébuleux, décrit ici ou là...

Vos élu.E.s CGT au CSE :

Corinne Nirinamalala

Brigitte Meyer

Marie Saint Leger

Jean François Fabre

Francine Royon

Sophie Laloz

Guy Olharan

Sarah Guercif

Corinne.nirinamalala@pole-emploi.fr

Brigitte.meyer@pole-emploi.fr

Marie.saint-leger@pole-emploi.fr

Jean-francois.fabre@pole-emploi.fr

francine.royon@pole-emploi.fr

Sophie.laloz@pole-emploi.fr

Guy.olharan@pole-emploi.fr

Sarah.guercif@pole-emploi.fr

Contactez-nous ; syndiquez-vous syndicat.cgt-idf@pole-emploi.fr

Tous nos dossiers sur <http://peidf.reference-syndicale.fr/>

